

Repenser la police et les contrôles par rapport à Foucault

Salvatore Palidda

Le Carcéral, Sécurité, and Beyond: Rethinking Michel Foucault's 1978-1979 Collège de France Lectures

Colloque bilingue et pluridisciplinaire organisé par Bernard E. Harcourt et Andrew Dilts au Centre de Paris de l'Université de Chicago

Vendredi 6 juin 2008 - 9:30 à 17:30

University of Chicago Paris Center - 6 rue Thomas Mann - 75013 Paris 01 53 94 78 80

Texte provisoire à réviser

Je ne suis pas un connaisseur de l'oeuvre de Foucault mais un simple sociologue qui depuis longtemps essaye d'utiliser au mieux ses suggestions tout d'abord du point de vue de la perspective d'interprétation et de l'analyse critique dans le cadre de plusieurs recherches empiriques. Je me suis approché de cette oeuvre dès que j'ai commencé à étudier le pouvoir, ses discours ainsi que ceux qui sont proposés par différents auteurs sur celui-ci, les dispositifs, les pratiques et les conséquences. C'est ainsi que je suis arrivé à chercher des correspondances entre quelques aspects du travail de Foucault, de Max Weber, de Garfinkel, Goffman et Howard Becker.

Le premier point de ma critique aux interprétations courantes de Foucault concerne la mauvaise interprétation du Foucault de "Surveiller et punir" d'après une lecture unilatérale ou absolutiste qui lui attribue la formulation d'une théorie du pouvoir rationnel, parfait ... un pouvoir qui pense à tout, qui prévoit tout, qui programme tout, bref le *panopticon* qui pratiquerait aussi la biopolitique comme capacité de domination totale de tout et de tous. Mutatis mutandis c'est la même erreur qu'a été faite dans la lecture de Weber comme théoricien de la rationalité alors que c'est lui qui met en évidence les limites des capacités rationnelles des êtres humains. Je pense que c'est là la fausse interprétation ou la vision dogmatique des universaux voir la non-compréhension de ce que est le type idéal ou l'idéaltype (conçu en majuscules par les tenants de la vision dogmatique), justement critiquée -à sa façon- par Veyne¹. Il est vrai que cette fausse interprétation est aujourd'hui plutôt

¹ Par ailleurs c'est cette fausse interprétation de l'idéaltype à conduire Trevor-Roper à critiquer les wébériens qui voyaient uniquement la relations entre protestantisme et capitalisme alors que cet historien montre comment la bourgeoisie qui assure le développement du capitalisme en Europe est

rare alors qu'elle était assez courante dans les années 1960 et 70 (voir Valverde). Cependant me semble-t-il que ses traces restent encore assez répandues, surtout chez ceux qui continuent à ignorer les jeux des interactions entre pouvoirs et subordonnés ou entre Etat et société. A ce propos, il me semble assez important comprendre avec Foucault que l'Etat (tout comme le dominant ou le souverain) «n'existe pas» comme entité absolue placée en haut et qui contrôle, pénètre, éduque, discipline la société à travers ses institutions (dont en particulier l'administration de la justice, les polices, les prisons, l'école, la santé.). Au contraire il convient penser l'Etat comme organisation politique de la société à travers les jeux de plusieurs institutions qui peuvent coopérer, être en concurrence ou en compétition ou même en antagonisme entre elles. Mais, même les institutions publiques ou réglementées par des normes (famille, école, santé, transports, justice, police, prisons) et non seulement celles privées (les entreprises ou même les mafias) sont toujours plasmées voir forgées ou continûment susceptibles d'ajustements par l'effet des interactions entre les sujets qui les incarnent et les membres de chaque segment social. Il est vrai que certaines institutions ou partie de celles-ci peuvent apparaître très «autonomes» ou pas du tout conditionnées par ces jeux des interactions avec le «bas» (par exemple les sommets des ministères ou de l'administration de la justice), mais la société ne peut pas fonctionner, c.-à-d. ne peut pas être gouvernée (tant bien que mal) sans les expérimentations et ajustements continus qui sont contraints à pratiquer les membres de chaque institution sur la base de leurs échanges (pacifiques ou conflictuels) et médiations avec les sujets sociaux qui comptent davantage dans chaque segment de la société. Bien évidemment ces derniers sont toujours les acteurs les plus forts et les cercles sociaux autour d'eux ou leurs clientèles ce qui fait que dans les pays dits démocratiques sont plus nombreux. Ainsi, comme on a pu le constater à travers certaines recherches, même les juges, qui apparemment devraient être les moins influencés par les interactions avec la population locale, sont assez subalternes aux jeux des interactions circulaires avec politiciens, entrepreneurs moraux, policiers, médias, leaders d'opinion, représentants de catégories professionnelles et d'associations les plus diverses, bref avec tous les sujets sociaux qui ont acquis une certaine capacité de parler et d'être écoutés dans l'espace public.

Encore plus évident est le cas de la police que nombre d'auteurs anglo-saxons appellent *street level bureaucracy*. En effet, entre la théorie de la police et surtout entre les normes que la police est formellement tenue à faire respecter par TOUT LE MONDE et la réalité concrète de la gestion du désordre permanent que la société produit et reproduit il y a non pas une simple traduction ou une simple adaptation, mais une expérimentation cas par cas de comment arranger cette gestion au mieux autrement on ne peut qu'aboutir au conflit ouvert ce qui est l'opposé de la

composée par les élites de toutes sorte de diasporas, donc de toutes origines et religions ou sans religion.

réussite de la gestion du désordre. Dans cette pratique la police continue toujours à faire référence à la théorie classique de son institution (encore que la quasi totalité de son personnel n'a jamais entendu parler de Guillaudé, Delamare, von Justi, Turquet de la Mayenne et des auteurs contemporains expert de police) dans le sens de ce que les agents apprennent tout d'abord et surtout ou uniquement «sur le tas» ; elle continue à être assujettie aux inputs venant d'en haut (gouvernement, ministère, hiérarchie); mais elle est assujettie tout d'abord à ce qu'on peut appeler le «plébiscite de tous les jours» sinon de tous les moments. Ceci non pas seulement dans les pays dits démocratiques parce les médias sont devenus puissants (avec les sondages ... la perception de l'insécurité, les enquêtes de victimisation ... etc) et non seulement parce que la politique de la peur, voire l'exaspération de l'insécurité et la «frénésie sécuritaire» constituent des pressions très puissantes sur elle. Le «plébiscite de tous les jours» consiste dans la possibilité de pouvoir rester dans la rue, à l'intérieur des multiples relations sociales en tant qu'institution sociale reconnue par les sujets sociaux qui comptent comme principale titulaire de la gestion du désordre. Ceci veut dire que nécessairement les membres de la police sont contraints à fermer les yeux, à laisser courir, à bafouer les normes, à tolérer ou même à pratiquer des délits pour surveiller et punir ceux qui ne peuvent pas ou ne veulent pas respecter les règles de la gestion du désordre, voire les maudits, les indésirables, les condamnés par la majorité des inclus. C'est alors dans ce sens-là qu'à mon avis, il faut comprendre la petite phrase de Foucault jugée exagérée par certains auteurs: «la police est un coup d'Etat permanent» (comme le rappelle Valverde). En effet, c'est une sorte de continuelle redéfinition de l'Etat car il s'agit de la gestion du désordre permanent indispensable à l'organisation politique de la société. On n'est donc pas en face d'une institution du haut (l'Etat) qui descend sur le bas (la société) mais en face d'une institution qui se situe au sein de la société mais qui est assujettie à inventer tout le temps la médiation entre le haut de l'organisation politique de la société et celle-ci.

Cela dit, il est maintenant assez intéressant essayer de comprendre comment adapter cette perspective interprétative et d'analyse ici sommairement résumée à la situation actuelle. Avant de proposer quelques pistes, il faut d'abord une petite réflexion critique sur ce qui a été vulgarisé comme une sorte de théorie du «panopticon postmoderne».

Dans son célèbre écrit sur les sociétés de contrôles Deleuze² propose des intuitions très importantes sur le devenir du contrôle social et se pose la question de mettre à jour le travail de Foucault. Rappelons que ce court écrit de Deleuze est devenu une sorte de *faitiche* pour nombre de jeunes et moins jeunes chercheurs tenants du mythe du «panopticon postmoderne» qui, me semble-t-il, fait le pendant

² Deleuze, *Pourparler*, ed. Minuit, 1990, pp.240-247

au mythe de la «pensée unique», de l'«empire» et des «multitudes». En effet, plutôt que travailler les bonnes intuitions de Deleuze à propos du développement des contrôles «postmodernes» c'est la partie un peu discutable des propos de ce grand ami de Foucault qui est prise comme thèse sacrée. Dans cet écrit (qui n'était qu'un article sur *L'autre Journal*, un mensuel grand public de 1990), malheureusement, Deleuze rappelle le travail de Foucault selon un vison plutôt linéaire et schématique de l'histoire du pouvoir ... :

Foucault a situé les sociétés disciplinaires aux XVIIIe et XIX siècles ; elles atteignent à leur apogée au début du XXe. ...

Mais ce que Foucault savait aussi, c'était la brièveté de ce modèle [un mot tout à fait discutable dirais-je !!!] : il succédait à des sociétés de souveraineté ...

... les disciplines à leur tour connaîtraient une crise, au profit des nouvelles forces qui se mettraient en place, et qui se précipiteraient après la deuxième guerre mondiale : les sociétés disciplinaires, c'était déjà ce que nous n'étions plus, ce que nous cessions d'être.

Ce sont les sociétés de contrôle qui sont en train de remplacer les sociétés disciplinaires.

Et voilà comment il décrivait les contrôles :

Le langage commun de tous ces milieux (d'enfermement) existe, mais est analogique. Tandis que les différents controlats ... (ont) un langage numérique ... Les enfermements sont des moules, des moulages distincts, mais les contrôles sont une modulation, comme un moulage auto déformant qui changerait continûment, d'un instant à l'autre, ou comme un tamis [un mot malheureux, dirais-je, qui conduit à croire au «panopticon postmoderne» !!!] dont les mailles changeraient d'un point à un autre.

Deleuze continue avec des exemples très concrets qui correspondent exactement à ce que se passe aujourd'hui même si les développements des nouvelles technologies sont déjà allé plus loin mais ne sont pas encore assez appliqués à large échelle comme contrôle social généralisé.

Comme le montrent bien quelques auteurs (par ex. Heilmann³) il est faux de penser qu'il existe un seul «grand frère», voir un seul *panopticon* (ou un seul Léviathan ... ou empire ?) mais au contraire il est vrai qu'il peuvent exister plusieurs «grands frères» correspondant à différents segments de l'organisation politique de la société. Et il est aussi vrai que l'abnorme déploiement des contrôles «postmodernes» peut conduire à l'implosion voir à sa propre vanification ou à permettre des nouvelles formes de résistance ou d'opposition.

Alors on pourrait dire (et là je rejoins Harcourt) que le contrôle, la société disciplinaire, la sécurité «n'existent pas» dans le sens que ne doivent pas être

³ Voir *Un mondo di controlli*, n.5/2007 de “conflitti globali”

considérés comme des universaux (ce qui par ailleurs n'est pas conseillé pour aucun objet de recherche ...). Et s'il y a et il y aura toujours des auteurs que sont amenés à ce faire c'est probablement parce que les universaux sont plus rassurants que le scepticisme ou l'agnosticisme voire la simple idée que toute interprétation est subjective (ce qui me semble-t-il nous suggèrent à la fois Foucault, Weber et les ethnographes auparavant cités).

Ceci n'empêche que la compréhension des changements dans les pouvoirs (au pluriel !), dans les contrôles, dans leurs conséquences implique un grand effort si on veut toujours gardé la référence à Foucault. En particulier, je pense qu'il faut reprendre correctement l'idée non pas de ce qui est devenu le mythe de la «théorie de la biopolitique» (malheur des grands auteurs : après leurs mort leurs disciples prolifèrent) mais plutôt de l'intériorisation par les dominés du *discours* du pouvoir d'aujourd'hui. Bien évidemment il faut prendre les distances des psychologues et psychanalystes qui cherchent à plier Foucault à leur façon considérant la biopolitique et donc l'intériorisation des discours et des pratiques du pouvoir comme un processus individualisé ce qui par ailleurs correspond à leur confusion entre self sociologique et self psychologique à propos des auteurs de l'école de Chicago. Cela dit, il me semble qu'il faut tout simplement répartir du travail de Foucault visant à analyser la théorie et les discours du pouvoir mais aussi ses pratiques et leurs conséquences. Son but c'est toujours celui d'étudier le pouvoir ... -comme suggèrent Dal Lago et Ciccarelli (dans un récente critique de *Le gouvernement de soi et des autres*) tout son travail c'est la *parresia*, le parler franc, dire la vérité sur le pouvoir, bref décrire la pensée du pouvoir et donc de la domination...). Et c'est alors pour cela qu'on peut faire référence à Foucault, c.-à-d. pour comprendre la théorie et les pratiques du pouvoir d'aujourd'hui.

Or, il est tout à fait évident que nous sommes dans une période de transformation profonde (toujours entre continuités, adaptations et quelques innovations) de l'assise de l'organisation politique de la société à l'échelle locale, nationale et mondiale. En particulier, l'aspect à mon avis le plus important est que le développement néolibéral qui s'est déclenché dès les années 1970 (ce n'est pas le même néolibéralisme dont parle Foucault à propos de Gary Becker et d'autres) provoque une destruction (ou désorganisation ou déstructuration) qui n'est pas créatrice comme imaginait Schumpeter ainsi que quelques autres libéraux-démocratiques (Keynes, Galbraith, Mills –à distinguer de ceux qu'il faudrait appeler les descendants du Tocqueville qui préconisait le massacre des algériens réfractaires de la colonisation française, voire les tenants des oxymores « postmodernes » tels que la guerre humanitaire ou la justification de la torture). En effet, la tendance dominante dans le développement néo-libéral que les néo-conservateurs ont réussi à imposer ne vise pas la création d'un nouvel ordre tel qu'avait été imaginé (mais pas tellement poursuivi) depuis la fin du XVIII avec la révolution industrielle et l'Etat-nation qui cherche à la

gouverner⁴. La «révolution néo-conservatrice» qui se déclanche à la fin des années 1970 est la combinaison de trois révolutions : la financière, la technologique et la militaire, toutes misant sur l'asymétrie de pouvoir et de puissance entre dominants et non-dominants et sur la maximisation des profits. Il en résulte l'illusion de pouvoir imposer presque tout et à tout prix, sans craindre les jacqueries ou les révolutions populaires car l'érosion de l'action publique de la part des non-dominants apparaît acquise (en dépit des rêves ridicules de multitudes antagonistes et de «guerres civiles globales» ou autres aménités tragiques de quelques newglobal). Ainsi les pouvoirs ne poursuivent point la création d'un nouvel ordre stable et pacifique selon la vision jadis souhaitée par les libéraux-démocratiques, mais dans les faits une sorte de domination du désordre permanent par la force mais aussi par les contrôles postmodernes et donc par ce que peut-être on pourrait appeler la biopolitique «postmoderne». Preuve en est qu'il y a érosion ou même démantèlement de l'Etat de droit, des droits acquis par les travailleurs, du welfare, des secteurs publics; la privatisation tend à triompher partout au nom de la poursuite du profit maximal ; on envisage privatiser l'éducation, la santé, les services sociaux et les prisons et aussi la sécurité. Bien sûr cela ne veut pas du tout dire que l'Etat disparaît : les institutions étatiques tendent à avoir le même statut que les privées. C'est une tendance plus ou moins forte selon les pays, les circonstances, avec aussi des reculs. Alors, si cette interprétation -ici assez sommaire- du processus en cours est admise, que deviennent-ils le disciplinement et la biopolitique ? Voilà à mon avis la question cruciale à laquelle on peut essayer de répondre adaptant les suggestions de Foucault mais aussi de Garfinkel, Goffman et H. Becker à l'analyse de l'actuelle organisation politique de la société. En particulier, je pense qu'il vaut mieux comprendre comment une partie de la société (ou de chaque segment social) même si parfois minoritaire, mais à l'apparence (médiatisée) indiscutablement majoritaire, a intériorisé le discours du pouvoir néo-conservateur tout comme par le passé pouvait être pratiqué par les juges, les flics, les médecins, les psy, les enseignants, etc. Autrement dit, les citoyens zélés, les inclus participent activement aux côtés des professionnels publics et privés de la gestion de la société (en particulier polices publiques et privées) à la chirurgie sociale qui implique à la fois la punition de ceux qui ne s'adaptent pas, ne correspondent pas au profil requis, ne se plient pas passivement à la subordination à toute sorte de super-exploitation même violente, ou encore qui sont trop usés ou totalement détruits (que l'on songe aux toxicomanes ou clochards jugés absolument «irré récupérables») et –pire- qui osent se révolter contre cet assujettissement. Et ce sont en particulier ces derniers à figurer comme l'excédent humain dont personne est disposé à payer la prise en charge et que

⁴ ce que ne veut jamais dire qu'il y ait eu un véritable gouvernement

l'opinion dominante demande à éliminer à l'instar des poubelles et déchets le plus loin possible de là où on habite⁵.

Le cas de la gestion catastrophique de la gestion des poubelles dans la région de Naples est emblématique (en plus il ne s'agit pas simplement des déchets urbains mais de déchets toxiques ou très dangereux venant de plusieurs pays européens et des industries de l'Italie du Nord et jetés sur les terrains de la région par les mafias – bien payés pour ce travail- avec la complicité de certaines collectivités locales). En effet le territoire et la population qu'y habite sont considérés comme une sorte d'excédent politique, du lest qu'on peut donc criminaliser en bloc (il est aussi assez révélateur que cette région ait le plus haut taux d'arrestations et incarcération d'autochtones alors qu'en Italie du Nord cela concerne les immigrés qui depuis les années 1990 ont progressivement remplacé les nationaux).

Dans cette tendance s'inscrit parfaitement la rupture de l'équilibre plus ou moins recherché entre prévention sociale (publique), prévention de police, répression, pénalité, récupération/re-intégration sociale. L'un des exemples le plus flagrants est celui du remplacement de l'éducateur de rue avec la vidéosurveillance tout comme en général de la prévention sociale avec la soi-disant pro-activité policière, accompagnés par le discours que ceci sert à accroître la prévention, alors qu'il est plus qu'évident qu'il ne produit qu'une augmentation continue de la répression et ensuite de la punition et qu'il ne sert pas à tamponner les peurs, les insécurités mais à assurer la reproduction permanente du court circuit «peurs-insécurités-sécuritarisme» qui quand même produit érosion de l'action politique en faveur du consensus au frame de ce court circuit⁶.

Un exemple parmi d'autres : les toxicomanes pauvres retournent à se piquer dans la rue alors que ceux de familles aux revenus moyens sont canalisés vers les centres de traitement privés ; ceci parce que les employés des centres publics sont désormais presque tous avec des statuts précaires (contrats à terme) et souvent travaillent pour

⁵ C'est là que je pense qu'on est dans une période de transition ... dans le sens que le pouvoir cherche à expérimenter empiriquement des méthodes ou techniques peu spectaculaires ... par exemple la mise en liberté de gens laissés dans la «nature» et dans les faits contraints à s'auto-éliminer ou se faire éliminer. Tout cela n'empêche que le monde est contradictoire ... on aura encore la continuité avec le passé, les bénévoles qui sincèrement vont en prison à porter pitié et quelques choses aux détenus ... une minorité du personnel de la prison qui croit encore dans l'adoucissement des peines ou dans la réinsertion ou la réhabilitation ... tout comme il y aura toujours des flics qui -comme von Juste et Turquet de la Mayenne- pensent que police et sécurité veulent dire assurer la félicité du peuple ...

⁶ L'exaspération des peur et des insécurités et les falsifications sur l'escalation de la criminalité et des incivilités devient utile pour ce que Dal Lago appelle la «tautologie de la peur», i.e. le consensus – donc la cohésion sociale provisoire- contre l'ennemi –à tour de rôle- et donc pour plus de répression, plus de pénalité, plus de ressources pour le «Léviathan postmoderne» et sacrifices des libertés et des droits au nom de la sécurité voir de la protection des privilèges réels ou imaginaires des pays dominants.

les centres privés; il en résulte que les structures publiques s'occupent très mal ou ne s'occupent pas des plus pauvres qui sont rejetés dans la rue.

Voilà donc que professionnels du disciplinement et de la sécurité tendent à se confondre avec les citoyens zélés voire les inclus dans ce que désormais semble devenir une sorte de chirurgie sociale ou même un nettoyage ethnique permanents. Me semble-t-il alors qu'il faudrait se poser la question de savoir si nous sommes pas dans un frame où les ennemis ne sont pas des adversaires politiques mais des dangers biologiques et si le racisme est une «condition d'acceptabilité de la mise à mort» non pas comme disait Foucault “dans une société de normalisation”, mais plutôt dans le frame des guerres permanentes alternées à des trêves éphémères (les guerres contre les terrorismes, les états canailles, les mafias, les migrations clandestines, les insécurités et les incivilités urbaines)⁷.

⁷ Sur la coexistence perpétuelle de guerre et paix et sur le renversement de la célèbre formule de Clausewitz et les suggestions de Foucault, voir le n.1/2005 de la revue “conflitti globali” (ivi articles de Dal Lago et de Guareschi). Je pense que l'une des clefs les plus importantes pour l'interprétation du présent réside dans la mise en question du paradigme traditionnel (prescriptiviste depuis Plato et Aristote jusqu'à Durkheim) selon lequel tout changement politique (et donc aussi économique, social et culturel) produit la «destruction créatrice», voir le passage d'un ordre à un nouvel ordre. Au contraire, il y a toujours eu coexistence d'ordre et de désordre, de paix et de guerre de médiations et de conflits.